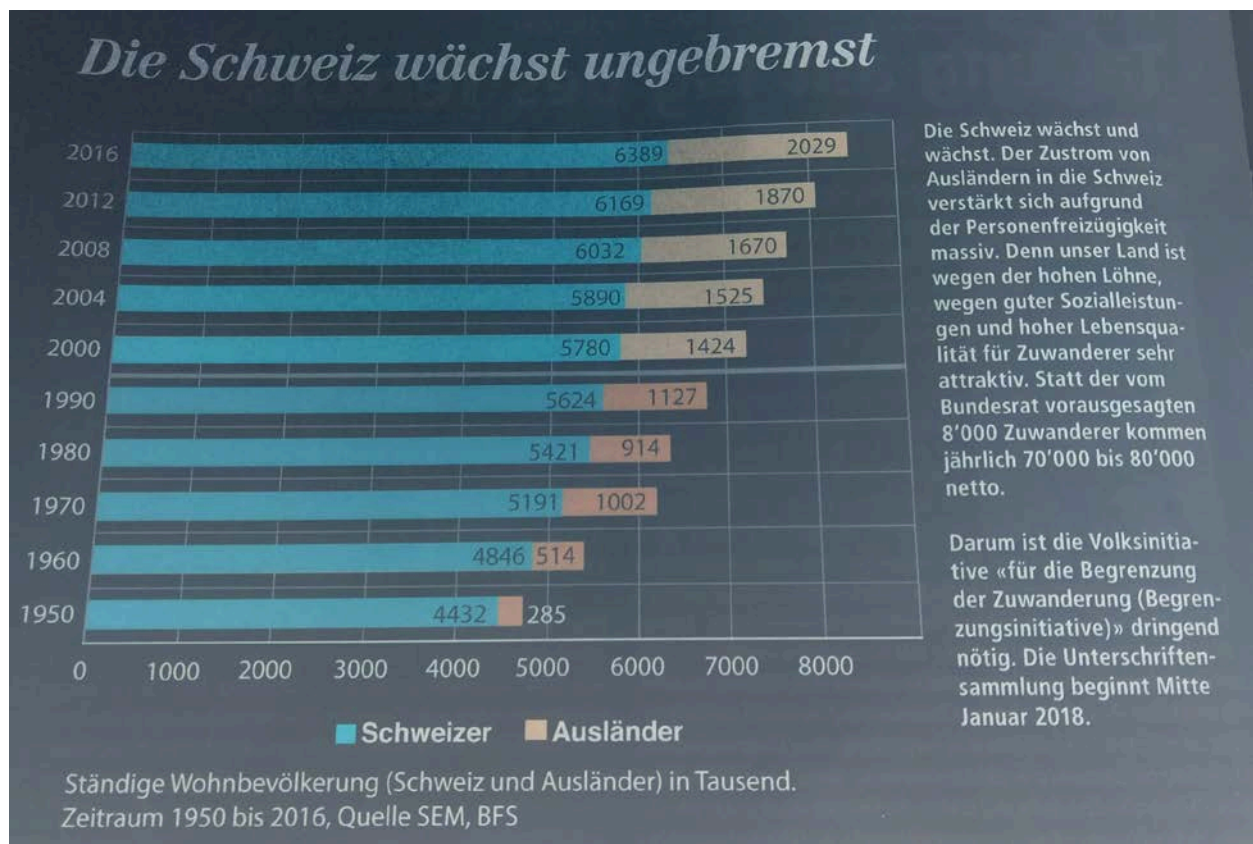


Une croissance démographique comme au tiers monde: la libre circulation des personnes doit disparaître

par Lukas Reimann, conseiller national, président de l'ASIN, Wil (SG)

"De combien de terre l'être humain a-t-il besoin?", se demandait Leo Tolstoï dans le récit du même nom paru en 1885. Cette question est aujourd'hui d'une actualité brûlante. La Suisse a subi ces dernières années une immigration comme jamais auparavant dans son histoire. Sa croissance démographique a explosé pour atteindre celle d'un pays du tiers-monde.



Contrairement à tout ce que l'on tente de nous faire croire, la population suisse a continué d'augmenter en 2017 à cause de l'immigration et elle poursuit sur le chemin de la croissance. A cet afflux d'immigrants il faut ajouter un nombre record de naturalisations. Chacun se rend compte tous les jours des effets de cette surpopulation: les réseaux des transports publics et les routes sont surchargés. Dans les classes d'école, les proportions d'étrangers dépassent 50%, si bien qu'une saine intégration n'est plus possible. Et comme tout le monde doit bien habiter quelque part, chaque jour des terres cultivables d'une surface équivalent à huit terrains de football sont bétonnées. La criminalité augmente elle aussi à cause de l'immigration. Hormis les régions de montagne inconstructibles, la Suisse affiche aujourd'hui une des densités démographiques les plus élevées d'Europe. La qualité de la vie diminue d'autant.

Les salaires partent à la baisse

Les entreprises peuvent se servir dans un réservoir de main-d'œuvre de plus en plus grand, ce qui pousse les salaires à la baisse aussi bien dans le segment des revenus élevés que dans celui des bas revenus. "On ne peut exclure totalement une certaine éviction de la main-d'œuvre indigène", est obligé de constater le Secrétariat d'Etat à l'économie. La libre circulation des personnes avec l'UE en est la cause principale. Elle empêche la gestion et le contrôle de l'immigration en fonction de la situation sur le marché du travail, de la capacité d'intégration des immigrants ou encore des connaissances linguistiques. Dans la pratique, chaque ressortissant UE a le droit d'immigrer en Suisse et de profiter des prestations sociales du pays. Les conséquences négatives de cette situation se répercutent pleinement sur le chômage et les charges des institutions sociales.

Immigrants chômeurs

Détail frappant: la hausse du chômage est particulièrement forte parmi les immigrants. De nombreuses personnes immigrées récemment et n'ayant donc guère cotisé à une caisse de chômage touchent des indemnités complètes. Nonobstant toutes les protestations du Conseil fédéral, des milliers d'immigrants UE entrent mois après mois en Suisse. Durant la campagne de votation, on avait promis au peuple de faire usage de la clause de sauvegarde en des périodes de difficultés économiques pour réguler au moins passagèrement l'immigration. Vaine promesse, car le Conseil fédéral s'incline toujours devant l'UE.

On a raté l'occasion de tirer le frein de secours

Le Conseil a jusqu'ici systématiquement passé sous silence les conséquences négatives d'une immigration incontrôlée – dans le seul but d'agir en filiale obéissante de l'entreprise mère UE. J'ai rencontré récemment un groupe d'apprentis de la branche des machines en dernière année d'apprentissage. Seuls quatre sur vingt-sept avaient l'assurance de pouvoir continuer de travailler après l'apprentissage. Ils m'ont raconté que leurs entreprises continuaient d'engager à tour de bras des travailleurs étrangers. La forte augmentation du taux de chômage parmi les jeunes n'a rien d'étonnant dans ces conditions. Il faut que les emplois suisses soient à nouveau accordés en priorité à des travailleurs suisses. Les salariés plus âgés rencontrent eux aussi des difficultés croissantes – non pas à cause de la numérisation ou du manque de formation professionnelle, mais uniquement parce qu'ils sont concurrencés par de la main-d'œuvre étrangère bon marché.

Ce développement menace aussi les institutions sociales. Les statistiques indiquent clairement une disproportion d'étrangers touchant des prestations sociales. L'accès facilité aux assurances sociales doit être corrigé et les abus doivent être plus efficacement combattus. Des économistes de renom comme le professeur Rainer Eichenberger relèvent aujourd'hui qu'une immigration incontrôlée est globalement négative pour la Suisse. Le journaliste américain Christopher Caldwell a analysé l'histoire de l'immigration et il prévoit des conséquences dramatiques pour l'Europe. L'Europe, explique-t-il, a largement surestimé ses besoins en travailleurs immigrants. Les immigrants touchent des prestations sociales largement supérieures à leurs contributions aux institutions sociales. Et, ajoute-t-il, l'Europe sous-estime de manière irresponsable les conséquences dangereuses de l'islamisation.

Pour une immigration de qualité

La question est simple: quelle croissance démographique notre pays supporte-t-il encore? Quand reviendrons-nous à une immigration de qualité qui s'adapte aux besoins de notre pays? Certains pays de l'UE comme l'Espagne encouragent déjà les travailleurs étrangers à rentrer dans leurs pays d'origine. Offrant des prestations sociales sensiblement plus élevées que l'Espagne, la Suisse devra elle aussi emprunter cette voie. L'argent que nous devons dépenser pour des chômeurs étrangers manque pour mener une politique active du marché du travail. Le marché du travail suisse glisse vers l'abîme et le Conseil fédéral reste les bras croisés.

Changer de direction au lieu de violer la Constitution

Ce développement négatif nous frappe – voilà d'ailleurs le véritable scandale dans cette affaire – alors que le peuple suisse a déjà réclamé une correction du cap en acceptant l'initiative contre l'immigration de masse. L'initiative populaire que nous lançons aujourd'hui vise précisément à imposer cette correction de la trajectoire et à rétablir le droit constitutionnel violé par le Parlement.